



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Médias-Genre : Entre ouverture et contraintes



Décembre 2015

Un projet d'UNESCO avec la collaboration de Panos Caraïbes

Les femmes sont là, que font-elles ? p. 3

Pressions sociales et difficultés à faire carrière p. 4

Les femmes ciblées « à travers leurs corps » p. 5

Les écueils sexistes toujours présents p.7

Le harcèlement sexuel, un défi qui reste dans l'ombre p.8

L'enjeu de la formation p. 9

La parité pour un autre modèle de société p.10

Contactez nous

<http://www.unesco.org>

<http://www.panoscaribbean.org>

Avant-propos

Les médias y compris les plates-formes en ligne, jouent un rôle majeur dans la construction de l'espace public. Ils peuvent également promouvoir la pleine participation des femmes dans tous les aspects de la vie et dans la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Les médias, à travers leur ligne éditoriale, peuvent faire la promotion de l'égalité des sexes et s'efforcer à éliminer dans leur contenu les stéréotypes liés au genre. Les médias peuvent donner aux femmes une voix dans les informations; et ceci dans tous les sujets tels que la finance, la science, le sport, la technologie et la politique. En fin de compte, les médias peuvent créer des espaces pour que les femmes puissent s'exprimer sur des sujets portant leurs conditions de travail, l'égalité des sexes, les femmes rurales, la violence contre les femmes etc.

Les reportages insérés dans cette publication ont permis d'affirmer que les femmes continuent de faire face à de nombreux cas de préjugés et de stéréotypes dans les médias. Or, le respect et l'atteinte des droits fondamentaux stipulés dans la constitution du 29 mars 1987 passent incontestablement par la promotion de la liberté d'expression, *condition sine qua non* à la construction d'un Etat de droit fondé sur des valeurs démocratiques, de justice, d'équité de genre et de bonne gouvernance.

En vue de donner un élan aux parties prenantes afin de parvenir à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes dans et à travers les médias, l'UNESCO s'est associée à Panos Caraïbes pour faire la promotion du genre dans l'espace médiatique et sensibiliser les journalistes sur la nécessité de traiter des sujets liés au genre.

Ainsi, deux (2) reportages audiovisuels d'environ 4 mn, six (6) dossiers radiophoniques, deux (2) articles de presse de 1000 à 1200 mots sur des angles différentes autour de la parité entre les genres, et représentation équitable des hommes et des femmes dans les médias ont été produits et diffusés.

Ces dossiers produits par dix journalistes professionnels ont clairement montré que, malgré une certaine amélioration, les femmes restent toujours sous-représentées dans les médias à tous les niveaux, en particulier dans la prise de décision et les domaines techniques. Et les femmes ont souvent une sous-représentation dans les informations, dans les organismes d'autoréglementation, les syndicats, les associations et organisations de professionnels des médias.

“Médias-Genre¹ : Entre ouverture et contraintes” constitue un résumé de ces dix dossiers publiés ou diffusés dans des médias de Port-au-Prince et de quelques villes de province. Il se veut un élément déclencheur capable de lancer un plaidoyer pour le changement dans la représentation des femmes dans les médias en Haïti. Cette publication devrait également être utile pour l'éducation, la sensibilisation et la lutte contre les stéréotypes et clichés liés au genre dans les médias.

Paul Gomis
Représentant de l'UNESCO en Haïti

¹ « Médias-Genre : Entre ouverture et contraintes » est une réalisation d'une dizaine de journalistes dans différents médias du pays. Il s'agit de : Claudy Bélizaire (radio Repère des Iles, Jacmel) ; Jodherson Cadet (Radio Kiss F.M. Gonaïves) ; Francesca Théosmy (Quotidien Le Nouvelliste) ; Orpha Dessources (radio Caraïbes FM) ; Anne-Marguerite Auguste (TNH) ; Florence Lisené (Radio-Télé Signal) ; Robenson Sanon (radio Magik 9) ; Kéttia Jean-Pierre Taylor (Radio Kiskeya) ; Stépahnie Balmir (Journal Le National) et Lovelie Stanley Numa (Radio Vision 2000). Le projet a été coordonné par Jean Pharès JEROME, Assis. Secrétaire de rédaction au journal Le Nouvelliste et professeur de journalisme à la faculté des Sciences humaines (FASCH) de l'Université d'Etat d'Haïti.

Médias-Genre : Entre ouverture et contraintes

En Haïti, tous les supports médiatiques sont présents, bien que la radio demeure roi. Grâce aux avancées technologiques, les médias ont la possibilité d'apporter une contribution historique dans la promotion de l'égalité des sexes. Toutefois, ce paysage riche en supports et en pleine évolution, recèle de multiples contraintes pour les femmes. En fait, les médias ne fournissent pas une représentation équilibrée de la diversité de la vie des femmes et de leurs contributions au bien-être de la société.

Si l'on considère les décennies écoulées, l'on peut dire que les femmes sont nombreuses dans les médias aujourd'hui. Même si elles restent minoritaires par rapport aux hommes. Une nouvelle génération de femmes émerge : camerawoman, monteuse, reporter, réalisatrice, etc. Contrairement aux années précédentes, davantage de femmes occupent des postes importants dans les médias en Haïti. Plus de femmes dirigent les salles de nouvelles. Mais cette évolution est à relativiser en termes géographique et en termes d'influence dont disposent les femmes dans l'ensemble.

Les femmes sont là, que font-elles ?

Selon la journaliste Gerdy Jérémie, qui a débuté comme journaliste en 2011 à Radio télé express continental à Jacmel, il y a un manque d'ouverture envers les femmes journalistes dans les régions, au niveau des administrations médiatiques. Elle soutient que pour devenir correspondante d'une station de radio à Port-au-Prince, une femme doit bénéficier de la politique positive de l'administration du média. Dans le Sud-Est sur environ 25 correspondants, quatre seulement sont des femmes. Il s'agit de Eveline Adonis pour la Radio Nationale et La Vwad Lamerik, Marcia Moïse, Fabiola Duvert et Gerdy Jérémie, respectivement des agences en ligne HPN, Haïti-première et AlterPresse. Outre la sous-représentation des femmes au niveau du personnel des médias dans la métropole du Sud-Est, il n'y a que des hommes qui sont propriétaires de médias dans ce département. Les écoles de journalisme, particulièrement la Référence Institut de Journalisme et de Communication (RIJC), reçoivent toujours un grand nombre de femmes qui viennent apprendre la communication et le journalisme. Par contre, à la fin de leur formation, elles préfèrent s'orienter vers les organisations non gouvernementales (ONG) ou dans d'autres domaines connexes.

De même, entre 2011 et 2014, l'on pouvait observer la présence de six femmes travaillant régulièrement dans les médias aux Gonaïves. Aujourd'hui, il n'y a en aucune. Elles seraient poussées vers la sortie par des problèmes d'intégration, de rémunération et par des conditions de travail inadéquates. « Puisque c'est esthétique, lorsqu'elles écoutent quelqu'un à la radio, le regarde à la télévision, elles croient toujours qu'il y a un certain confort. Mais lorsqu'elles sont confrontées à la réalité, à la façon dont les journalistes sont traités, la façon dont les structures médiatiques sont organisées... c'est ce qui explique que les femmes en

général ne restent pas dans les médias », croit savoir Jolivens Jules, responsable de l'agence Haïti presse image. Daniella Régis, une journaliste pointe pour sa part un problème d'encadrement : « Il n'y a pas vraiment d'encadrement, pas vraiment de sécurité. Il y a un manque de collaboration de la part des patrons. C'est pour cela que les femmes sont absentes de la presse gonaïvienne. S'il y a des femmes qui sont restées c'est parce qu'elles sont des soldats, parce qu'elles aiment ce métier »

Généralement, lorsqu'elles intègrent les médias, les femmes ne choisissent pas ce qu'elles veulent faire. Ce sont donc les patrons, les directeurs d'information et les responsables de salle des nouvelles qui leur assignent des postes en fonction de leur priorité et de leur intérêt. Nombreuses sont celles qui intègrent des rubriques liées à la culture selon la volonté des responsables et des patrons de médias.

Une journaliste qui veut garder l'anonymat témoigne de son expérience difficile dans le quotidien qui l'emploie, où elles ne sont que deux femmes. « Être journaliste en Haïti, c'est intégrer une manufacture. Nous n'avons pas le temps de réfléchir sur des dossiers. Les patrons s'attendent à ce que nous produisions des textes tous les jours », se plaint-elle. Quoique cela soit une exigence faite aux hommes également, elle avoue que cela l'empêche de se concentrer sur des dossiers qui lui permettraient de développer son sens d'observation et son flair journalistique. En ce qui a trait à la rédaction d'article journalier, d'anciennes journalistes avouent que les femmes ne sont pas toujours portées sur le domaine politique très prisé dans certains médias haïtiens. Mais certaines déplorent le fait que les responsables ne leur confient pas des textes ou des reportages basés sur le domaine politique.

Une étude de Panos Caraïbes, réalisée en 2006, rapporte 52% des femmes interrogées animant des émissions de type variétés et loisirs contre 7% pour des émissions de débats et de réflexions. Elles se révèlent en outre peu nombreuses dans la presse. « Être femme journaliste, c'est être une survivante dans un milieu dominé par les hommes. Si l'on accepte le salaire dérisoire qui nous est offert, il faut être capable de travailler sous toute sorte de pression afin de se faire respecter et de pouvoir refuser les avances », laisse entendre une journaliste.

Pressions sociales et difficultés à faire carrière

Tamara Orion, directrice de l'information à Radio Télé Signal, reconnaît, elle, l'existence d'une « pression familiale énorme », surtout en période de troubles politiques. Fritzner Philogene, directeur de l'information à Radio Télé Express Continental de Jacmel va dans le même sens. Les femmes sont moins nombreuses dans les salles de rédaction parce qu'elles subissent des pressions de la part de leurs parents, leurs proches ou leurs compagnons, afin qu'elles abandonnent le métier, dit-il. Plus loin, il souligne que les journalistes ne sont, souvent, pas épargnés par les agressions policières.

Le fait est qu'on a une « tradition d'autoritarisme », analyse le PDG de la Radio Ibo, Hérold Jean François. « Les parents ont toujours dissuadé les filles, mais pas seulement les filles, leurs progénitures à aller vers le journalisme parce qu'il y a des risques, etc. », avance-t-il. Pour sa part, la journaliste Martine Isaac constate que les femmes ne font pas carrière dans le journalisme. 6% seulement des femmes interrogées dans le cadre de l'étude de Panos ont plus de dix ans dans le journalisme.

Kerr Marie Lootern Dronette, est la seule femme faisant partie de l'équipe de la salle des nouvelles de la Radio Concordia International à Jacmel. Professeur d'espagnol, Marie Lootern avait eu son premier baptême de feu dans ce métier en 2010, après le tremblement de terre. Malgré de nombreuses contraintes rencontrées sur son chemin, elle souhaite faire carrière dans le journalisme. « En dépit de tout ce qu'on dit et attribue à un journaliste, c'est mon métier adoré. *Se ladann pou m mouri* », déclare-t-elle, avec sa voix comme si elle était au micro pour la présentation de son journal.

Marie André Bellange, une autre journaliste, est incertaine quant à son avenir dans le métier. « Les conditions ne sont pas réunies quelques fois pour que les journalistes travaillent », dit-elle. Sheelove Perrin, journaliste dans la section Sport de Radio télévision Caraïbes pense déjà à s'adonner à une autre carrière. « Il faut croire qu'en Haïti les études sont chères. Après quatre ans d'études universitaires, il faut travailler, expérimenter. Je serai toujours présente, je serai toujours au micro pour les émissions sportives. Mais pas de la même manière, parce que cette fois j'aurai un autre emploi du temps », fait-elle savoir.

Certaines jeunes journalistes voient le métier comme un passe-temps ou mieux, une porte de sortie. Ce qui n'est pas différent pour certains journalistes de sexe masculin. C'est ce qui selon Geralda St Vil empêche à la majorité des femmes de faire carrière dans le journalisme. Cette ancienne journaliste qui a travaillé au quotidien Le Nouvelliste il y a quelques années a quitté la presse au profit d'une ONG qui défend les droits des réfugiés et des rapatriés. « Toutes les femmes qui rentrent dans les médias n'ont pas les mêmes objectifs. Certaines veulent des résultats rapides. Or, la presse, en dehors de la notoriété et du respect de la société, est un milieu où les journalistes ont des préoccupations économiques » explique-t-elle. Quoiqu'elle ne se soit pas arrêtée sur les préoccupations économiques, elle justifie son choix par la volonté d'intégrer un autre domaine et d'atteindre d'autres objectifs.

Après 10 ans passés, soit de 1994 à 2004, comme journaliste active à travers plusieurs médias à Jacmel, tels que, Radio Télé Express continental, Radio Télé Diffusion Jacmelienne (RTDJ), Radio Ephrata, Télé Galaxy-2 et correspondante de Caraïbes FM, Lourdie Césard a été contrainte d'abandonner son micro pour

un emploi à l'organisme Plan international où elle a travaillé pendant huit ans. Malgré son amour profond pour le journalisme, elle dit avoir choisi de tourner le dos à la profession, par rapport aux exigences économiques de tous les jours pour subvenir aux besoins de sa famille. Selon elle, le salaire maigre octroyé aux journalistes ne peut pas répondre aux coûts de la vie.

Madame Césard ne rejette pas l'idée de retourner un jour au sein d'un média pour tenir à nouveau son magnétophone et sa plume. En attendant, elle s'est dirigée vers la politique pour embrasser une autre carrière. Elle est élue comme maire assesseure pour la municipalité de la commune de Jacmel, sous la bannière « Konvansyon Inite Demokratik » (KID) lors des élections du 25 octobre 2015.

Si l'on en croit Jean Monard Metellus, la difficulté de faire carrière dans les médias, pour les femmes comme pour les hommes ne date pas d'aujourd'hui. « Les gens qui étaient dans le métier étaient des gens qui avaient des activités en parallèle. Je ne vois pas un avenir radieux pour le métier. Je ne vois pas les conditions des femmes journalistes évoluer d'ici dix ans. Pour cela, il faudrait que le pays fonctionne suivant une certaine normalité », déclare Metellus, animateur de l'émission de débat « Ranmase » sur Radio télévision Caraïbes.

Les femmes ciblées « à travers leurs corps »

C'est que l'insécurité professionnelle n'est pas seulement d'ordre social, mais également politique. Les femmes, en particulier, en ont été la cible ou la victime, quand on songe à Yvonne Haquim-Rimpel, Marie Lucie Bonhomme et Lilianne Pierre Paul. Cette dernière, qui co-dirige Radio Tele Kiskeya, rappelle d'ailleurs combien dans les périodes troubles, les femmes journalistes sont ciblées « à travers leurs corps ». Le 10 novembre 2014, reste un cauchemar pour Gerdy Jeremie, date à laquelle elle a été brutalisée dans l'exercice de sa profession, par deux agents de l'unité départementale de maintien d'ordre (UDMO) de la Police nationale d'Haïti (PNH). Elle faisait alors la couverture d'une manifestation de rue qu'organisaient les chauffeurs de taxi-motos à Jacmel. Même si justice ne lui a pas été rendue, la journaliste qui vit avec les séquelles de cette agression, dit être prête à aller jusqu'au bout dans le métier.

« C'était une situation extrêmement difficile. Parce que j'étais moi-même ciblée. La radio pour laquelle je travaillais était ciblée, par le gouvernement, par des organisations populaires », explique Marie Lucie Bonhomme, directrice de Télé Pluriel, à propos des événements de 2004.

Exercer le journalisme avec un esprit d'engagement en Haïti durant le régime dictatorial des Duvalier a été un pari. Liliane Pierre Paul qui pratique cette profession depuis plus de 35 ans, représente l'éthique, le courage et la conscience professionnelle. Mme Pierre Paul dénonce certaines personnes qui utilisent Internet pour dénigrer les femmes. L'ex présidente de l'ANMH, souhaite l'augmentation de la participation et l'accès

des femmes à l'expression et la prise de décision dans les médias. « Les femmes sont des cibles. Dans des sociétés machistes comme la nôtre, on peut faire circuler toutes sortes de rumeur, mettant une femme dans une situation extrêmement difficile, notamment dans son couple... La situation du pays est très difficile pour nous tous, hommes et femmes. Mais elle l'est encore plus pour nous les femmes. Et je ne crois pas que les patrons en soient conscients », estime Liliane Pierre Paul.

Les écueils sexistes toujours présents

Par ailleurs, les stéréotypes féminins continuent de prendre de l'ampleur dans certains médias. Dans le monde entier les médias renforcent les fondements culturels qui entraînent l'inégalité des sexes et la discrimination à l'encontre des femmes. D'après le dernier rapport projet mondial de monitoring des médias, la majorité des femmes qui travaillent dans les médias sont des reporters soit 48%. En général les femmes en tant que sujets reporters et présentatrices représentent seulement 19% dans la catégorie politique et gouvernement tandis que les hommes représentent 81%.

« Il y a une question de confiance, peut-être. L'on sent qu'en termes de choix, l'on accorde davantage confiance aux hommes. Parfois, même tu as plus de compétence, il est toujours plus facile qu'un homme soit crédité. Parce que l'on croit que la femme est plus vulnérable, plus fragile, je ne sais sur quelles bases », relève Sabine Jean journaliste à la Télévision nationale d'Haïti. Anne Marie Issa de Signal FM, témoigne des difficultés de diriger une équipe d'hommes. Ses déclarations tirées de l'étude de Panos Caraïbes rend compte des efforts que doivent faire les femmes parce qu'elles sont des femmes. Anne Marie Issa rapporte : « « Femme, directrice générale dans une institution de communication où travaillent en majorité des hommes, surtout en Haïti, ce n'était pas facile. Le défi, je le répète était de taille mais fort heureusement j'ai su l'assumer avec beaucoup d'autorité, de discipline, de détermination et de flexibilité quand il fallait, ce qui bien sûr m'a valu l'admiration, la compréhension et le support de certains, (malheureusement minoritaires) et des moments difficiles avec d'autres ».

La majeure partie du temps, les entrevues sont accordées plus facilement aux hommes. Une journaliste stagiaire de radio Pacific FM témoigne d'une expérience vécue au parc industriel SONAPI. « J'ai voulu interroger une employée de manufacture. Elle a refusé de parler. Quand mon collègue masculin est allé vers elle, elle lui a donné l'interview » raconte telle. L'interviewée a avoué se sentir plus à son aise face au journaliste de sexe masculin. Le grand public aurait donc tendance à croire que les hommes sont de meilleurs journalistes.

Marie Guyrlène Justin, du réseau de femmes de radios communautaires (REFRAKA) relève plusieurs défis, notamment pour les femmes rurales voulant faire de la radio. Pour elle, « c'est une lutte pour trouver une place ». « Avant REFRAKA pour parler dans les radios communautaires, quand on est une femme, il fallait trouver un spot, parce qu'on considère que les femmes ont une belle voix. Ou alors les femmes travaillaient uniquement comme réceptionniste. S'il y a un séminaire, on emploie des femmes pour préparer la nourriture, pour nettoyer la salle », rapporte la journaliste.

Aujourd'hui il est vrai, des femmes apportent une opinion politique dans les radios communautaires, reconnaît Justin faisant valoir précisément : « Les femmes ne restent pas seulement dans des sujets liés à leur vie de femmes ou des émissions de chansonnettes ». Il y a aujourd'hui cinq femmes coordonnatrices ou directrices de radio au sein du réseau, c'est le cas de la Radio Bois Caïman à Mare rouge dans le Nord-Ouest, ainsi qu'une femme productrice.

Mais le sexisme n'a pas disparu pour autant. « Les choses sont dynamiques, parfois on a l'impression que le machisme est encore là. Le défi aujourd'hui c'est d'arriver à donner aux femmes une atmosphère sereine de travail, sans harcèlement. Parce que les radios sont situées dans des zones reculées et certaines collaboratrices obligées de dormir sur place lors de formations se sont plaintes d'avoir échappé à des tentatives de viol », rapporte la responsable de REFRAKA. «Aujourd'hui, c'est un défi de faire comprendre aux hommes qu'ils sont là pour travailler avec les femmes, pour qu'ils acceptent de travailler avec elles, parce que tous nous allons vers le même objectif », dit-elle.

Pour sa part, Marie Lucie Bonhomme, 25 ans de carrière et PDG de Télé Pluriel remarque : « Les débuts sont toujours très difficiles. Vous débarquez dans une salle des nouvelles, parfois avec ou sans diplôme, vous allez avoir des problèmes parfois même avec vos propres collègues. Et même si vous êtes compétentes, il y a des commentaires graveleux. Il y a une façon de s'en sortir : de la poigne, de la répartie. »

« Contrairement aux années antérieures, les femmes ont fait beaucoup d'efforts pour s'imposer dans les médias. Mais les préjugés demeurent. Récemment encore, l'un de mes collègues a eu à dire que dès qu'il y a une femme à un poste de décision quelque part c'est qu'il y a une faiblesse », déplore Martine Isaac.

Selon une étude réalisée en 2006 par Panos Caraïbes « Femmes haïtiennes dans les médias. L'information n'a pas de genre », 30% des femmes se disent évaluées selon leur sexe et non leur compétence, et 25% déclarent que ce sont des dossiers considérés non importants et apparemment plus faciles qui leur incombent. Environ 5% d'entre elles se disent victimes d'harcèlement sexuel.

Le harcèlement sexuel, un défi qui reste dans l'ombre

« C'est un métier tellement prenant, tellement intéressant. Elles sont nombreuses à l'embrasser. Moi je l'ai embrassé durant des années. D'après ce que je comprends, d'après ce que j'entends, il y a malheureusement un phénomène de harcèlement sexuel, de droit de cuissage, qui décourage », constate Marie Laurence Jocelyn Lassègue, ancienne journaliste et ancienne ministre à la condition féminine et aux droits des femmes.

Stéphane Eveillard, une jeune journaliste reporter révèle avoir reçu des confidences de la part d'amies journalistes victimes de harcèlement. Stéphane a dû donner la garantie aux plaignantes de ne pas violer le pacte de la discrétion.

Cette jeune journaliste qui supportait ses paires en les encourageant à rester fermes devant toute offre n'avait pas pensé qu'elle allait être la prochaine cible à un moment de sa vie. Stéphane Eveillard reconnaît avoir été victime de harcèlement sexuel dans son espace de travail par la personne la plus hautement placée de l'institution. Elle a été licenciée sans aucune explication valable. Son courage de porter l'affaire par devant la justice et sa détermination à dénoncer l'agresseur lui a permis, six mois après, de réintégrer l'institution où elle travaillait.

La faiblesse de la justice constitue l'un des handicaps pour les femmes voulant dénoncer les harcèlements subis. La responsable de programme du Réseau national de défense des droits humains, Marie Yolène Gilles confirme que son organisation a déjà reçu des plaintes de la part de journalistes victimes de harcèlement sexuel. Mais l'argent ou le pouvoir de leurs bourreaux a empêché aux dossiers d'aboutir.

La Ministre à la Condition Féminine et aux droits des Femmes, Gabrielle Hyacinthe confirme avoir reçu certaines plaintes provenant des femmes journalistes mais pas beaucoup.

La titulaire du MCFDF a dit regretter que les efforts et la sensibilisation du Ministère en la matière n'aient pas donné suffisamment de résultats. « Le problème c'est que les femmes victimes quand elles arrivent au Ministère sont réticentes à s'identifier voir citer les noms de leurs agresseurs pour ne pas attirer l'attention sur elles par crainte de perdre leur travail », se désole la Ministre à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes.

« Haïti ne dispose à date d'aucun texte de loi traitant du harcèlement sexuel, s'indigne le juge instructeur Etzer Aristilde. Avec la répétition de ces cas, le Parlement devrait se doter d'un cadre-légal qui fixerait les peines réservées aux coupables. Etant donné que les parlementaires ont pour mission de légiférer, ils devraient être à l'écoute de tout indice pouvant nuire au bon fonctionnement des secteurs, de la vie nationale

a souligné le magistrat instructeur. » « Pas de loi, pas de peine », ajoute-t-il. L'absence d'une loi favorise la propagation de ce phénomène dans les institutions publiques et privées.

L'enjeu de la formation

Certains analystes pensent que les jeunes journalistes doivent continuer à se former pour obtenir le respect de leur pair. Fort de son expérience, Geralda St Vil invite les jeunes journalistes à prioriser l'excellence. Quoiqu'elle ne soit plus journaliste, elle dit ne pas regretter son passage dans la presse. Joe Antoine Jean Baptiste, chef de la rubrique société le quotidien Le National pense que les jeunes femmes doivent se concentrer de plus en plus sur leurs études pour sévir contre les stéréotypes du système patriarcal qui élèvent les hommes au rang de savant.

« Les femmes sont capables. Les femmes savent très bien comment avoir accès à l'information. Les femmes ont de la patience, parce que si elles peuvent gérer leurs foyers, elles peuvent gérer leur espace de travail. Et la presse a cette exigence, il faut pouvoir la gérer. Non seulement il faut de la formation, mais il faut pouvoir gérer aussi », affirme Sabine Jean. Rappelant que des avancées ont déjà été réalisées, elle signale : « Les femmes ont la même capacité à apprendre que les hommes ».

« La société est bâtie autour des hommes. Elle ne fait pas de cadeau. Elle ne fera pas de cadeau aux femmes. Nous devons entrer dans la réalité du pays. Si elles accordent une attention à la formation, ce sera un plus pour l'institution médiatique qui les emploie », estime Marie Raphaëlle Pierre.

A en croire Panos (2006), 44,11% des femmes dans les médias ont un niveau d'étude ne dépassant pas la formation scolaire classique, et cela surtout dans les villes de provinces. 27,45% ont entamé ou entament parallèlement à leur fonctionnement dans un média, des études professionnelles. Il s'agit de l'art floral, la cosmétologie, et plus rarement la comptabilité, l'infirmerie, et le secrétariat. Seuls 28.44 % ont entamé ou entament parallèlement des études universitaires. Ces femmes vivent surtout dans les grandes villes du pays telles Port-au-Prince, les Cayes, Gonaïves et Cap-Haïtien.

Mais la formation suffit-elle quand la société demeure retorse sur certaines valeurs préjudiciables à des catégories ? L'enjeu est-il la formation professionnelle ou l'éducation dès le plus jeune âge ? La place accordée aux femmes ne renseigne-t-elle pas plutôt sur un modèle de société qui peine à adresser véritablement l'égalité ?

La parité pour un autre modèle de société

Sabine Lamour, sociologue féministe, souligne à quel point les publicités propagent des « rapports de sexe et de classe très agressifs ». Le fait est que les médias, comme autant de miroirs, reflètent dans leurs structures

et discours les rapports sociaux inégaux, y compris de genre. « De ce fait, même si un média adopte une politique favorable aux femmes, il reviendra toujours à la société de définir ce qu'elle souhaite à ce niveau-là », argue-t-elle.

« Nous vivons dans une société machiste où beaucoup de métiers sont considérés comme des métiers d'hommes », relève Marie Guyrlène Justin. Ludgine Dauphin, rédactrice en chef à radio Repère des Iles du Sud-Est. Réagissant sur la parité des femmes au sein des salles de rédaction, elle insiste particulièrement sur la perception sociale des rôles masculins et féminins. Selon elle que ce problème est plutôt d'ordre social, qui a pris naissance depuis les familles haïtiennes faisant croire toujours que les femmes sont inférieures aux hommes. : « On dit toujours que les femmes ne peuvent accomplir les mêmes tâches que les hommes. C'est pareil dans la presse. On estime que la femme est faible et incapable d'assumer certains risques ». En plus des stéréotypes concernant les activités sociales, certains métiers, dès qu'ils sont occupés par certaines minorités, dont les femmes, perdent immédiatement leur valeur.

Même si les médias ne sont pas les seuls en cause, cela permet de penser, à en croire Sabine Lamour, qu'il y a un ensemble de causes structurelles à la perception du rôle des femmes dans l'espace médiatique. « Dans les espaces de décisions, de pouvoir, parce que nous ne saurions nier que les médias sont des espaces de pouvoir, les femmes sont [quasi] absentes », puisqu'elles n'ont souvent pas de bagage académique ni de poids économique, relève la sociologue. De plus, « l'espace médiatique tourne beaucoup autour du monde politique en Haïti », analyse-t-elle. Or en politique, les femmes sont encore loin de pouvoir faire entendre leurs voix, en raison notamment du traitement sexiste et de la violence souvent verbale qu'on leur inflige.

« L'audace politique et l'ensemble des privilèges masculins dont ils disposent peuvent garantir aux hommes d'occuper de meilleurs postes que les femmes dans les médias », ajoute Sabine Lamour soutenant : « La présence des femmes dans les médias nous renseigne sur un type de positionnement politique et indique à qui la société accorde le droit d'apporter une certaine parole ainsi que les privilèges associés ».

Le docteur Luné Roc Pierre Louis, professeur à l'Université d'État d'Haïti va un peu dans le même sens soulignant que « les préjugés et stéréotypes sont déjà bien ancrés ». « On aborde les questions, et Haïti particulièrement est championne en la matière, de manière linéaire... le problème est beaucoup plus complexe », dit-il.

« Le média ne peut pas aller au-delà d'un support. Certainement il y a un pouvoir symbolique, certainement il y a des intérêts... Il y a tout un ensemble d'enjeux derrière, de relations de pouvoir, mais les machines à

elles seules ne peuvent interagir, agir sur », soulève Luné Roc Pierre Louis, rappelant que les médias ne peuvent pas « résoudre la question de la parité ». « Comme quoi à force de rendre visible la présence des femmes cela fera l'affaire. Non. Les problèmes sont avant tout sociaux », précise-t-il. Pour lui, l'éducation à la parité devrait se faire depuis l'école primaire et dans les foyers, ce qui n'est pas le cas en Haïti.

Le gouvernement a adopté en mars dernier une politique d'égalité femme-homme qui vise à établir la parité d'ici 20 ans. Cette politique est accompagnée d'un plan d'action national autour de la question pour les six prochaines années. Car Haïti a encore beaucoup de chemin à faire pour parvenir à accorder les mêmes droits aux deux sexes et la perception sexiste des rôles féminins et masculins est tenace. D'après la dernière Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services (EMMUS-V) de 2012, 11% des femmes et 9% des hommes considèrent qu'il est justifié pour un homme de battre sa femme si celle-ci néglige ses enfants. 68% des femmes, toujours selon cette enquête, gagnent moins que leur conjoint.

L'Etat, à travers son ministère à la condition féminine peut intervenir au moyen des activités de sensibilisation et le Législatif en votant des lois décourageant les stéréotypes et inégalités sexuelles. Les niveaux de responsabilités des femmes dans les entreprises en général sont rares à cause de l'inégalité professionnelle. L'assistante directrice de la direction de ce programme, Nadine Napoléon rappelle l'importance de cette bataille. Madame Napoléon conseille les femmes qui souhaitent intégrer le marché du travail comme travailleuses de la presse de se bien former pour stopper toutes les mauvaises offres. « Autrefois elles restaient à la maison, mais maintenant, on voit qu'elles sortent. Les femmes veulent travailler. Mais il y a un ensemble de discriminations, parfois dans le milieu du travail, qui créent problème. C'est pour cela qu'elles vont davantage vers le secteur informel, un secteur vulnérable où il n'y a pas beaucoup de débouchées », indique Nadine Napoléon. Ajoutant : « Les femmes vont vers des emplois spécifiques, poussées par leur éducation, notamment le secrétariat ».

« Les femmes doivent cesser de se voir comme des créatures fragiles. Elles doivent s'unir afin de définir ce qu'elles veulent exactement. Elles doivent se former davantage pour changer la perception que beaucoup ont d'elles. Et souvent, la journaliste, même si elle est formée, elle n'est pas secrétaire de rédaction, directrice de l'information ou rédacteur en chef. Il faut que cela cesse. Il faut un texte de loi sur la parité dans les salles de nouvelles. Ces mises en places assureront une présence féminine effective dans les médias », martèle Gina Delly, une ancienne animatrice de radio aux Gonaïves.